GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – INTERPELLATION

<i>À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé</i>	Date 14.02.2018	Heure 17h55	Numéro 18.110	Département(s) DDTE
	Annule et remplace			

Auteur(s) : Céline Vara

Titre : Prendre le bon bus

Contenu :

Nous désirons savoir :

Au sujet des malversations de CarPostal

1. À combien se chiffre la somme totale escroquée au canton de Neuchâtel par CarPostal depuis 2007 ?
2. Comment et quand le Conseil d'État compte-t-il intervenir pour récupérer ladite somme perçue indûment ? Le Conseil d'État compte-t-il notamment engager des procédures judiciaires, à l'image de l'Office fédéral des transports (OFT) ?
3. Le Conseil d'État pense-t-il qu'il peut encore avoir confiance en une compagnie de transports qui a perçu indûment des montants très importants au détriment des caisses cantonales et, cas échéant, à quelles conditions ?
4. Ces malversations ayant été rendues publiques juste après l'annonce de l'octroi des concessions sur les lignes 612 et 613 à CarPostal, le Conseil d'État compte-t-il renoncer à l'adjudication en faveur de cette entreprise et remettre les lignes au concours comme la loi le lui autorise ?

Au sujet de l'adjudication des lignes 612 et 613 à CarPostal au détriment de TransN

5. Pour quelle(s) raison(s) le Conseil d'État a-t-il décidé de remettre au concours les concessions des lignes 612 et 613 en sachant pertinemment qu'une entreprise d'envergure cantonale ne pourrait jamais rivaliser avec une entreprise exerçant son activité sur tout le territoire suisse, en France et au Liechtenstein ?
6. À ce titre et sachant que CarPostal est sous le coup d'une procédure judiciaire en France pour avoir « faussé la concurrence », comment le Conseil d'État peut-il encore parler de « saine concurrence » ?
7. Pour quelle(s) raison(s) le Conseil d'État n'a-t-il pas remis en question les concessions d'autres lignes du canton, par exemple des lignes desservies par CarPostal ?
8. Que gagne le Conseil d'État à affaiblir une entreprise dont le canton est l'actionnaire principal à 42%, la Ville de Neuchâtel à 13% et la Ville de La Chaux-de-Fonds à 16% ?
9. Le Conseil d'État peut-il garantir que la qualité du service promis par la soumission de CarPostal sera au minimum égale à celle offerte par TransN actuellement, notamment en termes de fiabilité des correspondances ?
10. Quelles garanties le Conseil d'État a-t-il obtenues quant à l'embauche par CarPostal des 17 chauffeur-e-s actuellement salarié-e-s de TransN qui devront être licencié-e-s à la fin de cette année ?
11. Est-ce que la perte par TransN de ces deux lignes qui représentent une part importante de son offre sur le Littoral neuchâtelois occasionnera d'autres licenciements au sein de l'entreprise, par exemple au sein des équipes administratives ?

Nous remercions par avance le Conseil d'État de ses réponses.

Développement :

Le canton de Neuchâtel est le canton qui accuse le plus haut taux de chômage et, malgré cela, il applique une politique qui débouche sur le licenciement d'au moins 17 personnes au sein d'une entreprise dont il est l'actionnaire principal.

Ces chauffeur-e-s, pour la plupart de ces visages que l'on croise tous les jours depuis de nombreuses années, font partie de l'histoire des transports neuchâtelois. À la fin de cette année, nul ne sait si ils ou elles iront grossir les rangs des chercheurs et chercheuses d'emploi ou si ils ou elles seront réembauché-e-s par l'entreprise concurrente, cas échéant à quelles conditions.

Et pourtant, le Conseil d'État, en tant qu'autorité adjudicataire, ne pouvait raisonnablement ignorer que la mise au concours de ces deux lignes desservant près de 20'000 Neuchâtelois et Neuchâtelaises déboucherait sur un combat entre David et Goliath.

Suite à l'annonce de malversations (pratiquement) avérées de la part de CarPostal, la pilule est encore plus amère.

Comment savoir si la soumission de CarPostal pour ces deux lignes est encore valable, si elle a même encore un sens puisque basée sur des chiffres manifestement et volontairement erronés ?

Au vu de ce qui précède, il est urgent que le Conseil d'État réponde aux questions des signataires, afin que les prestataires concernés se remettent cas échéant et rapidement autour de la table pour assurer d'ici la fin de cette année la pérennité des lignes 612 et 613.

Pour rappel, ces lignes de bus desservant tout le Littoral Ouest sont le fruit d'une alliance politique exemplaire née en 2013, regroupant à l'époque les six communes desservies, les communes de la Communauté urbaine du Littoral (COMUL) à titre de contributrices solidaires, TransN comme partenaire technique et le Conseil d'État alors courageux et ambitieux investisseur.

Demande d'urgence : OUI

Auteur ou premier signataire : prénom, nom (obligatoire) :

Céline Vara

Autres signataires (prénom, nom) :	Autres signataires suite (prénom, nom) :	Autres signataires suite (prénom, nom) :
Patrick Herrmann	Clarence Chollet	Daniel Ziegler
Doris Angst	Sarah Blum	François Konrad
Armin Kapetanovic	Laurent Kaufmann	Xavier Challandes